

Burundi : l'opposant Rwsa exige l'annulation des résultats des législatives

@rib News, 08/07/2015 – Source Xinhua – L'opposant politique burundais Agathon Rwsa (photo), la tête de la coalition "Abigenga-Mizero y'Abarundi", a demandé mercredi l'annulation des résultats des élections des conseillers communaux et des députés du 29 juin. Les résultats provisoires des élections législatives burundaises du 29 juin 2015, tels que proclamés mardi soir à Bujumbura par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), classent 2^eme la coalition Abigenga-Mizero, avec 11,16% des voix et ce juste derrière le parti au pouvoir, le CNDD-FDD, victorieux du scrutin avec un score de 60,28% des voix.

Cette coalition d'opposition est suivie par l'Union pour le Progrès National (UPRONA), 2^eme parti au pouvoir et ex-parti unique, avec un score de 2,49%. Ces trois formations politiques, qui ont obtenu au moins 2% des suffrages au niveau national, devront se partager les 100 sièges au Parlement burundais. Pour la CENI, conformément au prorata des voix obtenus et suivant le prescrit du code électoral, le CNDD-FDD, la coalition Abigenga-Amizero et l'UPRONA, ont obtenu respectivement 77 sièges, 21 sièges et 2 sièges. "Il faudrait reporter la prochaine présidentielle selon l'esprit d'une recommandation du dernier sommet régional sur le Burundi; autant il faudrait annuler les résultats des communales et des législatives de fin juin dernier dans la mesure où le climat politico-sécuritaire de leur tenue, n'était pas propice à un scrutin démocratique", a déclaré l'opposant Rwsa dans une intervention sur les ondes de la Radio Télévision Nationale du Burundi (RTNB). M. Rwsa s'est dit inquiet de constater que les organisateurs des trois sommets de l'East African Community (EAC) déjà tenus sur la crise burundaise à Dar-Es-Salaam, entre le 13 mai et le 6 juillet 2015, invitent seulement le gouvernement burundais alors que celui-ci est une partie au conflit. "Comme une seule partie au conflit est invitée à ces assises régionales sur le Burundi, et que l'autre, à savoir l'opposition, ne l'est pas, on risque plutôt d'assister à des prises de position favorables au pouvoir, et en ignorant qu'au cœur du contentieux politique actuel, se trouve la problématique politique du 3^eme mandat présidentiel de l'actuel chef d'Etat burundais Pierre Nkurunziza", a expliqué M. Rwsa. Pour l'opposant burundais, il est contradictoire de ne pas évoquer considérer la question du 3^eme mandat, et de recommander, en même temps, le respect des clauses de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi (AAPRB) d'août 2000. Signé sous l'égide d'une facilitation internationale coordonnée par Nelson Mandela, l'AAPRB prévoit pour tout chef d'Etat burundais un seul mandat présidentiel, renouvelable une fois.